Iran et Ukraine : le prix de la propagande de guerre occidentale et des illusions militaires

Par Frank , 7 novembre 2026

Iran et Ukraine : le prix de la propagande de guerre occidentale et des illusions militaires

L'avertissement de Scott Ritter sur la surestimation de la puissance américaine, la crise énergétique et les obstacles à la diplomatie



Par Frank Dumon - Article d'analyse critique | 7 novembre 2026

Lorsqu'une guerre n'apporte pas la sécurité promise, mais provoque des bouleversements économiques, une hausse des prix et un risque d'escalade toujours plus grand, il faut se demander qui en a défini les prémisses. Et lorsque les gouvernements continuent de justifier leurs politiques par les mêmes arguments qui ont échoué lors de précédentes campagnes militaires, l'examen critique du récit public devient au moins aussi important que la maîtrise du champ de bataille. Telle est l'essence de l'analyse présentée par Scott Ritter, ancien

inspecteur américain en désarmement pour les Nations unies, dans son récent entretien consacré à l'Iran, à l'Ukraine et à l'approvisionnement énergétique mondial.

Ritter compte parmi les critiques américains les plus virulents de la politique étrangère de Washington. Selon lui, les États-Unis surestiment leurs capacités militaires, sous-estiment les risques d'escalade dans le golfe Persique et ont fait de la poursuite de la guerre en Ukraine un projet politique dont les populations ukrainienne et européenne ordinaires paient le prix. Son langage est parfois dur, ses prévisions ne sont pas nécessairement exactes et certaines accusations précises figurant dans la transcription automatique fournie n'ont pas été confirmées de manière indépendante. Mais sa question stratégique centrale mérite une réponse directe : **qu'a réellement obtenu l'Occident par sa pression militaire, ses sanctions et ses promesses de victoire ?**

Deux autres déclarations récentes renforcent l'importance politique de cette question. Le religieux iranien Ahmad Khatami voit avant tout une continuité dans l'attitude des démocrates comme des républicains américains envers l'Iran. Dmitri Medvedev, ancien président de la Russie, estime que la technologie Starlink d'Elon Musk est devenue partie intégrante de la guerre en Ukraine. Ensemble, ces trois voix éclairent les dimensions militaires, politiques, économiques et technologiques d'un monde dans lequel les États-Unis aspirent toujours à déterminer l'ordre international de sécurité, tout en se heurtant de plus en plus aux limites de leur puissance.

Cet article adopte explicitement un regard critique sur la politique de guerre occidentale. Il ne cherche pas à attribuer artificiellement à chaque partie une part égale de raison ou de tort. Le critère reste néanmoins identique pour tous : un fait établi n'est pas la même chose qu'une déclaration gouvernementale, une prévision militaire ou une accusation politique. Une critique vigoureuse de Washington et de l'OTAN a précisément intérêt à prendre cette distinction au sérieux.

1. Scott Ritter : la supériorité militaire ne constitue pas encore une victoire politique

Dans l'entretien fourni avec Scott Ritter, on lui demande ce que Donald Trump entend par la menace d'une nouvelle attaque, plus puissante, contre l'Iran. Ritter ne répond pas par la discussion habituelle sur l'ampleur d'une campagne de bombardements. Il propose plutôt une analyse des rapports de forces : quels moyens étaient disponibles lors de l'attaque surprise du 28 février 2026, quels moyens restent aujourd'hui mobilisables, quelle résistance l'Iran est-il désormais capable d'organiser et combien de temps Washington peut-il soutenir cette confrontation ?

Selon Ritter, les États-Unis bénéficiaient de conditions opérationnelles plus favorables au début de la guerre. L'effet de surprise était possible, davantage de moyens avaient été concentrés et l'Iran était moins préparé à riposter immédiatement. Après des mois de conflit, cette situation initiale a changé. Les forces iraniennes ont pu adapter leurs défenses et leurs contre-mesures. Parallèlement, les États-Unis doivent composer avec les stocks disponibles, la logistique, la protection de leurs bases, le transport maritime et le coût politique d'une guerre prolongée.

Il en conclut que l'expression « attaque majeure » peut servir de rhétorique politique à Washington sans démontrer pour autant l'existence d'une stratégie militaire durable. Un État peut détruire des objectifs tout en perdant politiquement une guerre. Cette distinction est cruciale. La destruction d'une installation énergétique ne prouve pas que l'adversaire capitulera. Elle peut au contraire déclencher une nouvelle vague de représailles. Plus Washington lie sa crédibilité à la promesse de mettre l'Iran à genoux, plus il devient difficile de présenter une issue diplomatique comme un succès.

L'évaluation précise que Ritter fait des capacités américaines restantes relève de son propre jugement militaire ; les données publiques ne permettent pas d'en confirmer tous les éléments. Mais son principe stratégique est solide : la puissance militaire doit être jugée à ses *résultats politiques*, et non à la seule capacité de larguer des explosifs sur des cibles. L'histoire des interventions américaines prolongées offre de nombreuses raisons de prendre cette question au sérieux.

2. La guerre contre l'Iran n'a pas empêché la crise énergétique : elle l'a provoquée

Les États-Unis et Israël ont lancé une nouvelle campagne militaire contre l'Iran le 28 février 2026. Téhéran a répliqué par des contre-attaques dans la région et par des entraves à la circulation dans le détroit d'Ormuz. Cette chronologie est essentielle à toute évaluation politique. Le gouvernement de Washington ne peut prétendre que la crise énergétique qui a suivi constitue un phénomène naturel sans rapport avec ses décisions. Elle est une conséquence prévisible du choix d'une confrontation militaire dans une région centrale pour l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz.

Ritter souligne que l'Iran n'a pas besoin de disposer des mêmes moyens que les États-Unis pour provoquer des dommages économiques considérables. L'armée américaine peut être supérieure dans les domaines de l'aviation, du renseignement satellitaire et des frappes conventionnelles, tandis que l'Iran peut néanmoins imposer des coûts disproportionnés au moyen de missiles, de drones et de menaces visant

des infrastructures vulnérables. Le rapport de forces est inégal en matière d'armements, mais pas nécessairement en matière de conséquences économiques. Une perturbation relativement limitée à un point de passage stratégique peut provoquer des secousses énormes dans le commerce international.

Des chiffres concrets étayent ce raisonnement. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estimait qu'en 2025, environ vingt millions de barils de pétrole et de produits pétroliers traversaient chaque jour le détroit d'Ormuz, soit près d'un quart du commerce maritime mondial de pétrole. Près d'un cinquième du commerce mondial de gaz naturel liquéfié empruntait également cette route. Le Golfe n'est donc pas une région périphérique que Washington peut déstabiliser à sa guise sans conséquences pour l'économie mondiale.

Selon l'analyse de l'AIE publiée en septembre 2026, les flux pétroliers passant par Ormuz étaient tombés en août à 7,6 millions de barils par jour en moyenne, soit 13,1 millions de moins qu'avant la guerre. Dans son rapport d'octobre, l'agence faisait état d'une reprise partielle des flux, mais aussi de tensions persistantes sur les marchés, notamment celui du gazole. Il ne s'agit donc pas d'un blocus total et permanent, mais bel et bien d'une perturbation historique.

Le Fonds monétaire international décrit lui aussi la guerre comme un choc majeur pour l'énergie, le commerce, les transports et la stabilité financière. La hausse des coûts d'assurance, les détours imposés aux navires et l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires frappent particulièrement les pays qui ne disposent pas de réserves importantes. Dans une analyse de mars 2026, le FMI soulignait le caractère inégal des conséquences à l'échelle mondiale. Les économies les plus riches peuvent absorber une partie des coûts ; les ménages vulnérables des pays importateurs d'énergie en ont beaucoup moins les moyens.

C'est ici que l'avertissement de Ritter touche au cœur du problème. Une campagne militaire officiellement destinée à renforcer la sécurité a contribué à déclencher l'une des plus grandes perturbations énergétiques de l'histoire moderne. La responsabilité ne peut donc pas être imputée uniquement à l'Iran. Elle doit aussi être demandée aux gouvernements qui ont lancé cette nouvelle campagne militaire.

3. Une attaque contre le pétrole et le gaz peut devenir une attaque contre l'économie mondiale

Ritter avertit qu'une attaque américaine contre l'approvisionnement énergétique iranien pourrait entraîner des représailles contre des installations en Arabie saoudite, au Qatar, au Koweït, à Bahreïn et aux Émirats arabes unis. Il décrit ainsi un scénario

dans lequel la vulnérabilité de toute la région devient un instrument de dissuasion. Sa prévision la plus extrême, selon laquelle l'ensemble de la production disparaîtrait alors pour très longtemps, n'est pas établie. Mais le risque réel de voir des infrastructures et des voies maritimes visées au-delà des frontières nationales a déjà été démontré par la guerre de 2026.

L'AIE a qualifié d'exceptionnellement grave la perturbation des marchés énergétiques en 2026. Dans son Global Gas Security Review du 3 novembre, l'agence indiquait que la réduction des flux de GNL transitant par Ormuz avait fait grimper les prix du gaz en Asie et en Europe à des niveaux jamais observés depuis la crise énergétique de 2022-2023. Les prix du gaz influencent ensuite les coûts de l'électricité, des engrais et des procédés industriels. Ces effets se répercutent sur des entreprises situées à des milliers de kilomètres du champ de bataille.

La logique économique de la dissuasion s'en trouve presque inversée. Washington peut infliger de lourds dommages à l'Iran, mais ne peut empêcher les marchés internationaux de réagir à ces dommages. Même si les États-Unis dépendent relativement moins du pétrole du Golfe que certains pays asiatiques, les consommateurs et les entreprises américains restent liés aux cours mondiaux. Un président ne peut donc pas dissocier une guerre à l'étranger du prix de l'essence dans son propre pays.

La critique de Ritter vise précisément cet aveuglement politique : l'idée qu'il serait possible de contraindre un adversaire à céder par de nouvelles destructions sans payer le prix de sa réaction. La crise énergétique montre que les États-Unis ne peuvent reporter intégralement le coût d'une opération militaire sur le pays attaqué. Le marché mondial n'est pas un spectateur indifférent.

4. Le récit de la menace nucléaire iranienne exige de la précision

Ritter estime trompeuse la présentation américaine d'une menace nucléaire iranienne imminente. Sa critique mérite attention, précisément parce qu'un argument de sécurité nucléaire peut légitimer des actions militaires de très grande portée. Il existe une différence fondamentale entre constater qu'un pays possède de l'uranium hautement enrichi, reconnaître la possibilité d'en tirer un jour des matières utilisables dans une arme et prouver que ce pays a effectivement fabriqué une arme nucléaire opérationnelle.

Avant la plus récente escalade, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait fait état d'un stock iranien d'environ 440,9 kilogrammes d'uranium enrichi jusqu'à 60 %. Un tel niveau justifie de sérieuses préoccupations internationales. L'agence a toutefois également souligné qu'après les frappes militaires et une longue

limitation de son accès, elle ne pouvait plus vérifier suffisamment l'ensemble des stocks et des sites. Cette lacune a de nouveau été évoquée lors d'un débat du Conseil de sécurité des Nations unies à la fin d'octobre 2026.

L'affirmation selon laquelle l'Iran posséderait déjà des armes nucléaires opérationnelles n'a donc pas été démontrée comme un fait établi. En même temps, les problèmes d'inspection ne peuvent être balayés d'un revers de main. Quiconque décrit le programme nucléaire iranien exclusivement comme une menace inventée par l'Occident affaiblit un argument plus important : **c'est précisément parce que les faits actuels ne peuvent être entièrement vérifiés que le démantèlement des voies diplomatiques et des mécanismes d'inspection a été si dangereux.**

Une guerre peut endommager des centrifugeuses, détruire des bâtiments et tuer des scientifiques, mais elle ne peut automatiquement effacer les connaissances qui rendent un programme nucléaire possible. Elle peut, de surcroît, renforcer la motivation politique à dissimuler des activités sensibles. Le résultat doit donc être évalué à l'aune d'une réduction vérifiable des risques. Une déclaration triomphaliste de victoire militaire ne remplace pas des inspections indépendantes.

5. L'Occident a lui-même compromis un accord nucléaire existant

Les antécédents du dossier nucléaire iranien sont souvent omis dans les courts entretiens télévisés. En 2015, l'Iran, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Allemagne et l'Union européenne ont conclu l'accord nucléaire appelé JCPOA. L'Iran acceptait des restrictions sur ses activités nucléaires et des mesures de vérification étendues ; en contrepartie, les sanctions liées au nucléaire devaient être allégées. L'accord n'était pas parfait, mais il offrait un cadre vérifiable dans lequel les différends pouvaient être traités par la diplomatie.

Le 8 mai 2018, le président Trump a retiré les États-Unis de cet accord. Le département d'État américain avait publiquement défendu cette décision à l'époque. L'Iran a ensuite lui-même dépassé certaines limites prévues par l'accord. Mais la première rupture majeure dans cette séquence précise est venue de Washington. Ceux qui reprochent aujourd'hui à l'Iran de ne pas inspirer suffisamment confiance doivent aussi se demander quelle confiance peut subsister lorsqu'une administration américaine dénonce un accord négocié à l'échelle internationale et intensifie de nouveau la pression économique.

Ritter touche donc un point essentiel lorsqu'il plaide pour des négociations crédibles plutôt que pour des menaces toujours plus lourdes. Les États-Unis ne peuvent attendre de l'Iran qu'il renonce à ses principaux moyens de négociation sans garanties, tandis que sanctions, blocus et pression militaire restent en place. Un accord exige un échange de concessions contraignantes et vérifiables. Une politique qui réclame d'emblée une capitulation complète rend tout accord presque impossible.

Cela ne justifie pas toutes les décisions iraniennes. Téhéran a également des responsabilités en matière de transparence et de sécurité des pays de la région. Mais la question politique centrale demeure : pourquoi un instrument diplomatique qui imposait des restrictions et permettait une surveillance a-t-il été remplacé par une confrontation rendant cette surveillance encore plus difficile ? Invoquer la supériorité militaire américaine ne répond pas à cette question.

6. Ahmad Khatami : un changement de parti à Washington n'offre aucune garantie

La déclaration du responsable de la prière du vendredi à Téhéran, Ahmad Khatami, le 6 novembre 2026, doit être lue à la lumière de ce contexte. Selon lui, démocrates et républicains ne diffèrent pas fondamentalement dans leur approche de l'Iran lorsque les intérêts de puissance essentiels des États-Unis sont en jeu. Les comptes rendus de son sermon du vendredi rapportent son opinion selon laquelle Téhéran ne doit pas attendre un assouplissement automatique du seul fait du résultat des élections américaines.

Sa déclaration constitue une généralisation politique : il existe bien une différence démontrable entre les négociations de Barack Obama sur le JCPOA et le retrait ultérieur décidé par Trump. Khatami met néanmoins le doigt sur un problème qui dépasse les clivages partisans. Les administrations américaines se succèdent, mais les mécanismes de sanctions, la présence militaire, les alliances et l'objectif stratégique consistant à limiter l'influence régionale iranienne subsistent souvent. Pour l'autre partie, la question devient alors de savoir si une promesse faite par un président conserve une valeur sous son successeur.

Khatami a évoqué la quantité de matières contenant de l'uranium qui avaient quitté l'Iran lors de négociations antérieures, ainsi que le stock d'uranium hautement enrichi que Washington n'aurait pas réussi, selon lui, à mettre en sécurité malgré la pression militaire. Sa comparaison entre le yellowcake et l'uranium hautement enrichi n'est pas techniquement équivalente ; cette distinction doit être préservée. Mais l'opposition politique qu'il souligne est claire : la diplomatie a permis d'obtenir

des engagements concrets, tandis que la contrainte militaire n'a jusqu'ici débouché sur aucun accord nucléaire durable.

Pour Washington, la leçon est que la crédibilité ne se rétablit pas par la rhétorique électorale. Elle doit se manifester dans des mesures concrètes : respecter les accords, réduire les menaces et accepter de reconnaître les intérêts de sécurité iraniens comme des sujets légitimes de négociation. Sans cette réciprocité, tout nouvel accord restera fragile.

7. L'alternative de Ritter : cesser de bombarder et rompre avec la logique des sanctions

L'aspect le plus intéressant de l'entretien avec Ritter n'est pas sa prévision d'une catastrophe, mais l'alternative qu'il propose. Il préconise un premier geste de la part des États-Unis : alléger les sanctions, débloquer les avoirs gelés et créer une ouverture politique. En contrepartie, l'Iran pourrait rétablir le passage par Ormuz et reprendre les négociations sur la sécurité régionale et le dossier nucléaire. Ritter ne se contente donc pas de critiquer ; il décrit une succession d'étapes permettant de reconstruire progressivement la confiance.

Il propose également que la présence militaire américaine dans la région soit abordée dans le cadre d'un dispositif de sécurité plus large. Un système dans lequel des pays de la région et éventuellement d'autres grandes puissances apporteraient des garanties pourrait, selon lui, assurer à long terme une stabilité supérieure à celle qu'offre une menace américaine permanente venant de l'extérieur. Cette vision s'oppose à l'idée que Washington doit rester le garant ultime de la sécurité de toute la région.

Le 6 novembre 2026, de nouvelles informations ont fait état de propositions faisant l'objet d'une médiation du Qatar. Elles porteraient notamment sur le blocus américain, les avoirs iraniens gelés, l'accès des inspecteurs et la réouverture d'Ormuz dans le cadre d'un dispositif progressif. Ces propositions n'avaient pas encore été acceptées, mais leur existence montre qu'une voie diplomatique reste possible, même après des mois de guerre. L'approche de Ritter rejoint sur des points importants ce type de démarche.

Un accord ne peut évidemment reposer uniquement sur la bonne volonté. L'AIEA doit pouvoir effectuer ses vérifications et les États du Golfe doivent recevoir des garanties de sécurité contre les attaques visant leur territoire. Mais ces exigences constituent des arguments en faveur d'une diplomatie sérieuse, non de son report indéfini. La portée de la proposition de Ritter réside dans l'inversion de l'ordre des priorités :

créer d'abord les conditions de la sécurité et de la confiance, puis résoudre les différends techniques et politiques restants.

8. La guerre en Ukraine : l'OTAN ne peut être effacée de ses origines

Dans la seconde partie de l'entretien, Ritter se tourne vers l'Ukraine. Sa thèse centrale est que Washington peut contribuer à mettre fin à la guerre en opérant un autre choix en matière d'assistance militaire et de future architecture de sécurité européenne. Il ne considère pas la guerre en Ukraine uniquement comme un conflit distinct entre Moscou et Kyiv, mais comme le résultat d'une longue confrontation entre la Russie et un système de sécurité dirigé par les États-Unis.

Pour expliquer cette confrontation, il faut remonter bien avant février 2022. Lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, en avril 2008, les alliés avaient explicitement déclaré que l'Ukraine et la Géorgie deviendraient à terme membres de l'Alliance. Cela figure dans la déclaration finale officielle. Il s'agissait d'un engagement politique sans calendrier d'adhésion immédiat, mais le signal était clair : la poursuite de l'élargissement de l'alliance militaire occidentale vers des régions que la Russie jugeait particulièrement sensibles demeurait un objectif politique.

Ce signal doit être examiné à la lumière des principes de sécurité de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. La déclaration d'Astana de l'OSCE, adoptée en 2010, a réaffirmé l'idée d'une sécurité indivisible : les États ont le droit de choisir leurs dispositifs de sécurité, mais ils ne doivent pas renforcer leur propre sécurité au détriment de celle des autres États. Les deux principes coexistent. Une politique qui n'insiste que sur l'un en ignorant l'autre engendre des tensions que la rhétorique ne saurait faire disparaître.

Cela contribue à expliquer pourquoi la Russie a présenté l'expansion des structures militaires occidentales comme une menace. Cela ne justifie pas l'invasion russe à grande échelle de 2022 ; l'Assemblée générale des Nations unies l'a condamnée et a réaffirmé la souveraineté de l'Ukraine. Mais cela rend l'histoire diplomatique pertinente. Reconnaître que les choix de l'OTAN ont contribué à une dynamique de sécurité dangereuse ne signifie pas prétendre que l'Ukraine n'aurait pas droit à son indépendance.

C'est ici que l'analyse de Ritter prend toute sa force politique : les États-Unis ne peuvent soutenir que leurs propres décisions stratégiques sont étrangères à l'histoire de cette guerre. Celui qui ne se réfère qu'aux événements de 2022, sans prendre au sérieux l'échec des tentatives de construction d'un ordre de sécurité européen

commun, raconte une histoire incomplète.

9. Les accords de Minsk et la solution politique négligée

Après les violences survenues dans le Donbass à partir de 2014, un ensemble de mesures connu sous le nom de Minsk II a été convenu en février 2015. L'OSCE a publié le texte de cet accord. Il prévoyait notamment un cessez-le-feu, le retrait des armes lourdes, des mesures relatives aux prisonniers, des dispositions humanitaires et un processus politique concernant les territoires en question. Sa mise en œuvre s'est enlisée. Les accusations mutuelles se sont multipliées et les violences ont continué.

Une analyse rétrospective sérieuse doit chercher à comprendre pourquoi les gouvernements concernés n'ont pas trouvé de solution et quels rôles la France, l'Allemagne, la Russie, l'Ukraine et les États-Unis ont joués dans cet échec. Des responsabilités complexes ne peuvent être résumées par un slogan. Mais l'échec de Minsk constitue un avertissement : lorsqu'un processus politique manque de confiance, de mesures applicables et de contrôle effectif, il peut devenir une étape intermédiaire vers une guerre bien plus vaste.

Ritter estime que l'Occident privilégie une nouvelle fois un objectif militaire irréaliste au détriment d'une issue négociée. Sa prévision selon laquelle la Russie finira par prendre l'avantage militaire reste une appréciation stratégique. Elle doit être confrontée à la situation réelle et ne peut être présentée comme une certitude. La question politique pertinente demeure toutefois celle-ci : la poursuite d'une guerre d'usure sans processus politique crédible améliore-t-elle réellement la position de l'Ukraine ou ne fait-elle qu'aggraver les dommages futurs ?

10. Une guerre d'usure se paie en vies humaines

Dans la transcription fournie, Ritter décrit le front ukrainien comme un système dans lequel les unités ont constamment besoin de nouveaux effectifs et où les drones jouent un rôle majeur pour ralentir les avancées russes. Sa description de la logique militaire est brutale : des soldats sont déployés dans un environnement où les pertes peuvent rapidement augmenter, tandis que les moyens technologiques cherchent à infliger le maximum de dommages à l'adversaire.

Ritter formule en outre des accusations très précises concernant des lieux de détention secrets, la contrainte, la corruption et le commerce d'effectifs militaires. La transcription fournie ne présente aucun dossier indépendamment vérifiable à l'appui des nombres et des pratiques évoqués. Ces affirmations ne peuvent donc être rapportées que comme des *accusations formulées par Ritter*. Il serait imprudent de

faire dépendre une critique solide de la guerre d'usure de chiffres non démontrés.

La question morale plus générale reste entière, même sans ces chiffres. Combien de vies humaines une stratégie peut-elle coûter avant que sa faisabilité politique soit réexaminée ? Lorsqu'un gouvernement ou un allié affirme sans cesse que la victoire exige seulement davantage de temps et de moyens, il doit expliquer publiquement ce que cela signifie concrètement, quelles pertes sont attendues et comment la guerre pourrait finalement prendre fin. Tant que ces réponses manquent, la formule « soutenir aussi longtemps que nécessaire » risque de se substituer à une véritable décision politique.

La mission des Nations unies chargée de surveiller les droits humains a fait état d'au moins 2 570 civils tués et 15 211 blessés en Ukraine durant les neuf premiers mois de 2026. Il s'agit de chiffres minimums vérifiés. Ils rappellent que la guerre n'est pas une partie d'échecs stratégique abstraite. Les civils russes et les habitants des territoires occupés peuvent également être victimes d'attaques. Toutes les allégations concernant les cibles méritent une enquête indépendante. Les règles de distinction, de proportionnalité et de protection des civils s'imposent à chacune des parties.

11. Le récit de guerre occidental passe sous silence le coût d'une poursuite sans fin

L'une des principales faiblesses d'une grande partie de la communication politique sur l'Ukraine réside dans la tendance à présenter l'aide militaire comme une stratégie en soi. Fournir des armes est un moyen, non la définition d'une issue politique acceptable. Un gouvernement doit pouvoir expliquer comment les moyens choisis conduiront à la sécurité, à des négociations ou à un règlement durable. Sinon, le débat sur la politique étrangère se transforme en épreuve morale : quiconque doute de l'efficacité d'une aide militaire supplémentaire est présenté comme indifférent aux victimes.

Ritter rejette cette opposition. Selon lui, mettre fin à la guerre est précisément une condition nécessaire pour préserver l'avenir humain, économique et démographique de l'Ukraine. Cet argument est sérieux. Chaque mois de guerre supplémentaire apporte de nouvelles pertes, la destruction d'infrastructures, le déplacement prolongé de civils et une détérioration plus profonde de la vie sociale normale. Un pays peut continuer d'exister officiellement tout en s'appauvrissant gravement sur les plans matériel et social.

Washington ne peut supprimer toutes les causes du conflit par une seule décision, mais son influence est considérable. L'Europe a désormais accru sa propre aide militaire et l'Ukraine prend elle-même les décisions concernant sa défense. L'Ukraine Support Tracker de l'Institut de Kiel montre que les engagements financiers et militaires européens ont augmenté. Mais cela ne répond pas à la question stratégique posée par Ritter : certaines capacités américaines, le renseignement, la logistique et l'influence politique peuvent-ils réellement être remplacés par l'Europe ? L'addition des euros promis ne prouve pas que chaque fonction militaire puisse être remplacée. Son point essentiel est que les États-Unis exercent une influence majeure sur le déroulement de la guerre et peuvent l'utiliser pour favoriser des négociations plutôt que pour prolonger exclusivement les combats.

Le véritable choix n'oppose pas simplement une capitulation immédiate à une guerre illimitée. Il oppose des investissements militaires toujours plus importants, sans perspective politique claire, à un difficile processus de négociation dans lequel les intérêts de sécurité, les frontières, les garanties et la reconstruction seraient sérieusement abordés. Un tel règlement ne peut être durable que si l'Ukraine y participe pleinement.

12. L'Europe paie le prix économique de son orientation géopolitique

Ritter établit un lien direct entre la guerre en Ukraine et l'économie énergétique européenne. Avant la détérioration des relations avec la Russie, les livraisons de gaz russe constituaient un élément important de l'industrie européenne et de son approvisionnement énergétique. La guerre, les sanctions réciproques, les restrictions d'approvisionnement et le choix politique de réduire cette dépendance ont presque entièrement démantelé ce modèle. L'Europe a recherché d'autres fournisseurs, mais les coûts de l'énergie et les ajustements qui en résultent ont des conséquences pour les entreprises et les consommateurs.

Le Conseil de l'Union européenne indique que la part du gaz russe dans les importations totales de l'UE est passée d'environ 45 % en 2021 à près de 13 % en 2025. En janvier 2026, les pays de l'Union ont adopté des mesures destinées à supprimer progressivement les importations restantes. Cette décision était justifiée par des impératifs de sécurité et la volonté de réduire la dépendance envers la Russie. Mais un choix présenté comme stratégiquement nécessaire entraîne lui aussi des coûts économiques qui doivent être discutés honnêtement.

Ritter défend l'idée qu'un futur règlement de paix pourrait rouvrir des possibilités de commerce de l'énergie russe. Il évoque notamment la perspective de recettes pour

l'Ukraine grâce au transit de gaz ou de pétrole sur son territoire. Il est aujourd'hui impossible d'affirmer avec certitude que ces voies redeviendront politiquement et économiquement viables. Il n'est toutefois pas déraisonnable d'inclure le commerce, le transit, les infrastructures et la reconstruction dans un accord de paix. Une économie européenne durable a besoin d'un approvisionnement énergétique prévisible.

La guerre autour de l'Iran a encore accru la vulnérabilité européenne. Une publication de l'AIE du 3 novembre 2026 avertit que des réserves de gaz limitées et des flux de GNL réduits via Ormuz pourraient maintenir le marché gazier mondial sous tension jusqu'en 2027. L'Europe se trouve ainsi confrontée simultanément aux conséquences de deux crises de sécurité. La politique occidentale ne peut continuer à traiter ses conséquences économiques comme un désagrément secondaire.

Il ne s'agit pas de plaider pour le rétablissement d'une dépendance illimitée envers un fournisseur unique. Il s'agit de redonner toute leur place aux intérêts économiques des citoyens et de l'industrie dans la politique étrangère. L'autonomie stratégique a peu de valeur si elle s'accompagne d'un appauvrissement structurel sans perspective crédible de paix.

13. L'économie de guerre : qui profite de dépenses militaires toujours plus élevées ?

Dans son entretien, Ritter évoque le complexe militaro-industriel et les intérêts liés à la production continue d'armes et au soutien des opérations militaires. Cette critique ne peut être écartée comme une simple théorie du complot dès lors qu'elle porte sur des flux financiers et des décisions politiques vérifiables. Les contrats de défense, les licences d'exportation, le lobbying et la concentration des pouvoirs politiques et économiques sont des sujets qui méritent un contrôle démocratique.

L'institut de recherche indépendant SIPRI a calculé que les dépenses militaires mondiales avaient atteint environ 2 887 milliards de dollars américains en 2025, leur niveau le plus élevé dans sa série historique. Les pays de l'OTAN représentaient ensemble près de 55 % des dépenses militaires mondiales. Ce chiffre ne prouve pas que toute dépense militaire soit injustifiée, mais il illustre l'ampleur des ressources absorbées par le système international de sécurité. Selon le rapport du SIPRI d'avril 2026, ces dépenses avaient augmenté pendant onze années consécutives.

Lorsque les gouvernements demandent aux citoyens d'accepter des économies sur les services publics tout en présentant un effort militaire toujours plus important comme inévitable, un débat critique devient indispensable. Quelles menaces sont

réellement réduites ? Quels contrats apportent une sécurité démontrable ? Quels moyens sont consacrés à la diplomatie, au rétablissement de la confiance et à la reconstruction ? Et qui décide du moment où une guerre qui ne produit pas le résultat promis doit être réévaluée ?

L'argument politique de Ritter est qu'un système qui se prépare sans cesse à de nouvelles escalades peut avoir du mal à reconnaître un résultat négocié comme un succès. Il s'agit d'une interprétation et non d'un mécanisme universel prouvé. Mais elle mérite d'être étudiée. Un accord de paix ne produit pas d'images spectaculaires de nouveaux systèmes d'armement ; son bénéfice pour la société réside précisément dans les destructions qui n'auront plus lieu.

14. Dmitri Medvedev et le pouvoir invisible de Starlink

La troisième source fournie est une déclaration de Dmitri Medvedev au sujet d'Elon Musk. L'ancien président russe accuse Musk d'avoir rendu possible l'effort de guerre ukrainien grâce à son réseau satellitaire Starlink et d'avoir ainsi contribué à des violences contre les civils russes. Ses propos sont extrêmement hostiles. Il n'est pas nécessaire d'en reprendre le ton pour examiner sérieusement la question sous-jacente : quelle responsabilité incombe aux entreprises dont la technologie devient indispensable aux opérations militaires ?

Starlink n'est pas un simple service Internet lorsque ses terminaux sont utilisés pour les communications entre unités militaires, la logistique et les drones. La controverse récente entourant les restrictions du service commercial Starlink et sa distinction avec Starshield montre que les décisions d'une entreprise privée peuvent affecter les capacités opérationnelles d'une armée. Une analyse du Center for Strategic and International Studies décrit comment SpaceX, les organismes gouvernementaux américains et les utilisateurs ukrainiens interviennent dans les décisions relatives à l'accès au réseau.

L'accusation précise de Medvedev, selon laquelle Musk porterait personnellement la responsabilité d'attaques contre des civils, n'est pas pour autant démontrée. Une telle responsabilité exige des preuves concrètes de participation à certaines attaques et l'application des règles juridiques pertinentes. Mais la question politique plus générale est indéniable : une technologie privée peut devenir une composante de l'infrastructure de guerre, tandis que le contrôle public reste en retrait par rapport à son importance stratégique.

Cela soulève des questions qui concernent également d'autres entreprises technologiques. Qui peut priver un utilisateur militaire de l'accès au réseau ? Qui décide de la couverture géographique des services ? Comment les gouvernements

peuvent-ils empêcher des entrepreneurs privés de prendre, dans les faits, des décisions touchant à la conduite de la guerre sans rendre de comptes aux parlements ? Et comment contrôler l'utilisation de systèmes de communication susceptibles de soutenir des attaques violant le droit de la guerre ?

La déclaration de Medvedev est avant tout une accusation politique russe. Mais ceux qui la réduisent à une simple diatribe passent à côté d'un sujet important : la militarisation des infrastructures commerciales et l'influence croissante des technologies privées sur l'équilibre international des puissances.

15. Une information sélective prolonge la guerre et appauvrit le débat

Scott Ritter réserve ses propos les plus virulents à ce qu'il considère comme une présentation trompeuse de la guerre en Ukraine. Selon lui, les affirmations concernant les pertes, la faiblesse militaire russe, les succès ukrainiens et le rôle des drones sont trop souvent reprises sans vérification critique. Il n'est pas nécessaire d'accepter toutes ses contre-affirmations pour poser une question journalistique essentielle : pourquoi certaines déclarations militaires officielles bénéficient-elles constamment d'une large couverture, tandis qu'une analyse stratégique différente est parfois jugée suspecte avant même d'être examinée ?

En temps de guerre, les chiffres des pertes militaires sont particulièrement difficiles à vérifier de façon indépendante. Cela vaut autant pour les estimations ukrainiennes que russes ou américaines. Quiconque présente les chiffres d'un camp comme une réalité objective et ceux de l'autre uniquement comme de la propagande n'applique pas un critère cohérent. La solution ne consiste pas à remplacer simplement un récit occidental par un récit russe, mais à distinguer les affirmations des données vérifiées et à signaler ouvertement les incertitudes.

Il en va de même pour les informations relatives aux attaques contre des cibles civiles. Ritter affirme dans la transcription que certaines fonctions militaires ukrainiennes auraient été dissimulées à l'intérieur ou à proximité de sites civils. De telles accusations doivent être examinées au cas par cas. Lorsqu'un bâtiment est effectivement utilisé à des fins militaires, sa protection peut soulever des questions juridiques ; la présence de civils ne supprime toutefois pas les obligations de proportionnalité et de précaution. Le Comité international de la Croix-Rouge rappelle clairement ces règles.

Les enquêtes indépendantes sur les droits humains font apparaître de graves violations et un grand nombre de victimes civiles. La mission des Nations unies

chargée de la surveillance des droits humains recense les victimes en Ukraine et souligne les limites de la vérification dans les territoires occupés par la Russie ainsi que sur le territoire russe. Ces travaux ne doivent pas être cités sélectivement pour justifier une conclusion politique fixée à l'avance. Les victimes de la guerre méritent mieux que d'être réduites à un rôle dans la bataille médiatique entre gouvernements belligérants.

Une presse critique a aussi le devoir de poser des questions dérangeantes sur les décisions occidentales : pourquoi les cadres diplomatiques antérieurs ont-ils été abandonnés ? Quelles hypothèses concernant l'efficacité des sanctions et de la pression militaire se sont révélées erronées ? Pourquoi les effets économiques indirects ont-ils été sous-estimés ? Et quel rôle joue le besoin des gouvernements de justifier rétrospectivement leurs choix ? Poser ces questions ne revient pas à faire de la propagande pour Moscou ou Téhéran, mais à apporter un correctif nécessaire à la propagande, quelle qu'en soit l'origine.

16. Le résultat des élections américaines révèle le coût intérieur de la guerre

Les élections américaines de mi-mandat du 3 novembre 2026 ont provoqué un important changement politique. Les démocrates ont enregistré de fortes avancées ; le mécontentement de l'opinion face à la guerre contre l'Iran et à ses conséquences sur les prix des carburants y a contribué. Le message politique est qu'un projet militaire mené à l'étranger ne peut jamais être véritablement dissocié des intérêts économiques de la population du pays concerné.

Ritter voit dans le résultat électoral une occasion de changer de cap. Un président qui n'a pas à se présenter immédiatement devant les mêmes électeurs peut, selon lui, tenter de conclure un accord qui aboutirait à des prix de l'énergie plus bas et à une réduction des risques militaires. Les mesures qu'il propose sont ambitieuses, mais elles renvoient à une réalité politique : lorsque la guerre devient impopulaire, la diplomatie peut soudain paraître plus attrayante aux gouvernements qui l'avaient auparavant rejetée.

Cela ne signifie pas qu'une majorité démocrate constitue automatiquement un mouvement pour la paix. La critique de Khatami concernant la continuité de la politique américaine reste pertinente. Le Congrès peut influer sur les dépenses de guerre et exercer une pression politique, mais les intérêts et les divergences traversent les deux partis. Le critère n'est pas l'étiquette partisane, mais la volonté de refuser une nouvelle escalade et de rendre les résultats diplomatiques mesurables.

17. Deux guerres, une question : qui peut définir l'ordre de sécurité ?

L'Iran et l'Ukraine ne sont pas des conflits identiques. Leurs causes historiques, leurs circonstances juridiques et les parties concernées diffèrent. Ils touchent néanmoins à une question récurrente de la politique internationale : comment une grande puissance peut-elle défendre ses intérêts de sécurité sans se laisser gagner par la conviction que les autres États doivent simplement lui obéir ?

Les États-Unis disposent toujours d'une puissance militaire, économique et technologique exceptionnelle. Mais la puissance militaire n'équivaut pas à la capacité d'imposer un ordre politique durable. En Iran, la confrontation militaire a contribué à perturber l'approvisionnement énergétique mondial. En Ukraine, la guerre s'est transformée en un long conflit d'usure qui met en jeu l'avenir d'un pays et l'architecture de sécurité européenne. Dans les deux cas, le besoin d'une issue politique est plus important que ne le laisse entendre la rhétorique de la victoire inconditionnelle.

Ritter soutient que Washington doit évaluer sa propre puissance avec davantage de réalisme et prendre au sérieux les intérêts des autres États. Ses adversaires peuvent contester son interprétation de la Russie ou de l'Iran. Mais on ne peut répondre à la question de savoir si les responsables américains sous-estiment systématiquement le coût de l'escalade en se contentant de le qualifier de commentateur controversé. Il faut examiner les résultats des politiques menées.

18. Un programme diplomatique pour rompre avec la logique de guerre

Que signifierait concrètement un changement de cap ? Il faut d'abord reconnaître que la diplomatie n'est pas nécessairement un signe de faiblesse. Les négociations entre adversaires sont utiles précisément parce que ceux-ci ne se font pas confiance. Leur résultat correspondra rarement à toutes les exigences maximales d'une seule partie. Un accord durable est un compromis offrant à tous les intéressés une sécurité et des possibilités de vérification suffisantes.

Pour l'Iran, cela suppose un processus réciproque dans lequel de nouvelles attaques contre les infrastructures énergétiques seraient évitées, la navigation par Ormuz rétablie, les blocus économiques progressivement allégés et l'AIEA autorisée à accéder aux matières nucléaires concernées. La sécurité des États du Golfe doit faire partie de l'accord. Un pays frappé par la guerre n'acceptera pas une transparence totale s'il continue de craindre une nouvelle attaque ; les autres parties

ne renonceront pas à l'effet de levier des sanctions sans étapes vérifiables. C'est précisément pourquoi une démarche progressive est nécessaire.

Pour l'Ukraine, un processus de paix crédible exige un cessez-le-feu contrôlé, un accès humanitaire, des échanges de prisonniers, des négociations sur les garanties de sécurité et une discussion sérieuse sur la future architecture de sécurité européenne. Le rôle de l'OTAN doit pouvoir être discuté, de même que la souveraineté de l'Ukraine et la sécurité de sa population ne peuvent être ignorées. Un accord imposé sans la participation de l'Ukraine aura peu de chances de durer. Un règlement ne tiendra pas davantage si les préoccupations de sécurité de la Russie sont simplement écartées comme un sujet dont il serait interdit de parler.

Pour l'Europe, cela signifie une réévaluation de ses propres intérêts économiques et diplomatiques. L'Union doit se demander comment sa base industrielle, sa sécurité énergétique et sa prospérité sociale peuvent coexister avec un avenir sûr et pacifique sur le continent. Cela exige plus que de suivre les changements d'orientation politique américains ou d'augmenter les budgets de défense. Une politique européenne de sécurité indépendante doit aussi avoir le courage de négocier.

Pour les États-Unis, cela signifie renoncer à l'illusion selon laquelle les menaces, les sanctions et la supériorité militaire peuvent résoudre chaque différend politique. Washington peut exercer une influence sur plusieurs parties belligérantes et médiatrices, et devrait utiliser cette influence pour réduire le nombre des victimes et les dommages économiques. Une négociation réussie peut constituer un accomplissement stratégique bien supérieur à un nouveau bombardement dépourvu d'objectif politique clair.

Conclusion : le mensonge d'une victoire sans effort

L'idée la plus trompeuse de la rhétorique de guerre occidentale n'est pas que chaque déclaration officielle serait nécessairement fausse. C'est la suggestion récurrente que la supériorité militaire produit automatiquement la sécurité politique, que les sanctions contraindront inévitablement l'adversaire à capituler et que les coûts économiques de l'escalade resteront maîtrisables à condition de faire preuve d'une détermination suffisante. Les événements en Iran et en Ukraine donnent toutes les raisons de soumettre ces hypothèses à un examen critique.

Scott Ritter tend au pouvoir américain un miroir dérangeant. Sa critique de la surestimation de la puissance militaire, son avertissement sur les infrastructures énergétiques du Golfe et son plaidoyer en faveur de négociations méritent une place centrale dans le débat. Ahmad Khatami met en lumière la méfiance accumulée au fil

des choix politiques américains successifs. Dmitri Medvedev, malgré son langage polémique, attire l'attention sur un nouveau problème important : le pouvoir des technologies de communication commerciales dans la guerre moderne.

Il n'est pas nécessaire de suivre aveuglément l'une de ces trois voix pour prendre leurs arguments au sérieux. Mais l'Occident ne détient pas non plus un droit naturel au dernier mot sur les causes, le déroulement ou l'issue souhaitable de ces conflits. Les coûts économiques, humanitaires et diplomatiques désormais visibles rendent une réévaluation indispensable. Quiconque continue, après des mois ou des années de guerre, de réclamer exclusivement davantage d'armes, de sanctions et d'escalade doit expliquer comment cette politique finira par apporter la paix.

Le véritable prix de l'illusion est payé par des personnes qui n'ont jamais décidé de faire la guerre. Elles paient à la pompe et sur leurs factures d'énergie, perdent leur emploi ou leur logement, attendent des proches qui ne reviennent pas et héritent d'un monde où l'hostilité menace de redevenir la norme. Voilà pourquoi la question de Scott Ritter mérite une réponse sérieuse : combien de dommages économiques et humains Washington est-il encore prêt à accepter avant de considérer la négociation comme plus importante que l'apparence d'une invulnérabilité militaire ?

Sources et précisions éditoriales

Les trois sources initiales fournies :

1. Scott Ritter, « Total Energy Blackout Now Inevitable If This Happens », entretien vidéo et transcription automatique fournie par le contributeur. En raison d'erreurs de transcription, les propos ont été reformulés plutôt que présentés comme des citations littérales vérifiées.

2. Ahmad Khatami, sermon du vendredi à Téhéran, le 6 novembre 2026 ; voir le compte rendu de sa déclaration.

3. Dmitri Medvedev, déclaration sur Elon Musk et Starlink en novembre 2026 ; reproduction de la déclaration. Les accusations précises qu'elle contient n'ont pas été présentées comme des faits indépendamment établis.

Documents complémentaires et sources de vérification :

4. AIE, « Oil markets strain to plug the gap left by Middle East supply shortfall », 18 septembre 2026.

5. AIE, « Global Gas Security Review 2026 », 3 novembre 2026.

6. FMI, « How the War in the Middle East Is Affecting Energy, Trade, and Finance », 30 mars 2026.

7. AIEA, rapport sur le stock iranien d'uranium enrichi et sa vérification, septembre 2025.

8. Conseil de sécurité des Nations unies, débat sur la non-prolifération et déclarations concernant l'Iran, octobre 2026.

9. Département d'État américain, retrait du JCPOA, 8 mai 2018.

10. OTAN, déclaration officielle du sommet de Bucarest, avril 2008.

11. OSCE, accords de Minsk II, février 2015.

12. OSCE, déclaration d'Astana sur la sécurité indivisible, décembre 2010.

13. ONU, résolution de l'Assemblée générale sur l'Ukraine, mars 2022.

14. Mission des Nations unies pour les droits humains, victimes civiles en Ukraine jusqu'en septembre 2026.

15. Institut de Kiel, Ukraine Support Tracker.

16. Conseil de l'Union européenne, politique concernant les importations d'énergie russe.

17. SIPRI, « Trends in World Military Expenditure, 2025 », avril 2026.

18. CSIS, « Who Controls Ukraine’s Starlink Access? », novembre 2026.

19. Comité international de la Croix-Rouge, règles de protection des civils dans les conflits armés.

Note éditoriale : il s'agit d'un article d'analyse critique et d'opinion qui examine les politiques de guerre américaines et occidentales à partir des arguments stratégiques formulés par Scott Ritter. Le texte distingue les événements vérifiables, les interprétations politiques et les accusations non démontrées. Les faits sont présentés selon les informations disponibles au 7 novembre 2026.